

## **A-t-on vraiment refondé l'École ?**

### ***Retour sur la priorité de François Hollande***

Les 2 et 3 mai 2016, les Journées de la Refondation de l'École, « L'école change avec vous », se dérouleront à Paris au Palais Brongniart en présence de trois ministres ayant pris en charge successivement le ministère (George Pau-Langevin, ministre déléguée à la réussite éducative de Vincent Peillon, ne sera pas présente) et proposeront une série de conférences et d'ateliers.

Sous la sémantique grandiloquente – refonder l'école –, des chantiers pertinents sont entrouverts. Mais les réponses politiques déçoivent. Cela tient-il aux résistances collectives (de la société civile, des politiques, des enseignants), aux lourdeurs bureaucratiques du système scolaire, aux contraintes et limites de l'action publique, au défaut de courage politique, aux erreurs de diagnostic ?

Dès son élection, François Hollande confie à Vincent Peillon le grand projet du quinquennat, la « refondation de l'école » : l'éducation est présentée comme une priorité nationale. Rappelons-nous l'hommage à Jules Ferry le jour de la passation de pouvoir. Dans cette logique, la loi du 8 juillet 2013 est rapidement votée, un déploiement de moyens supplémentaires décidé avec un objectif de 60 000 postes d'enseignants recrutés sur 5 ans. Dès le début du quinquennat, une concertation de grande ampleur avec les professionnels de l'éducation, les chercheurs, les syndicats s'engage. A l'issue de cette concertation, un rapport-diagnostic est publié qui, sans être à la pointe de la réflexion notamment sur les questions de pédagogie, initie d'excellents questionnements d'une forme scolaire obsolète et inégalitaire.

Car la forme scolaire est questionnée comme jamais. Le système scolaire français est plus inégalitaire que les écoles des pays comparables d'après Pisa : la corrélation entre milieu social d'appartenance et performances scolaires y est plus forte et les enfants issus de l'immigration ont deux fois plus de chance d'être en difficultés scolaires. L'école de l'égalité des chances n'a certes jamais été méritocratique mais les discriminations sociales, culturelles et ethniques se doublent aujourd'hui d'inégalités économiques croissantes produites par la marchandisation des savoirs et des formations. Le compromis scolaire, légitimé par les deux figures de l'héritier et

du boursier, a fait long feu. Avec la montée du chômage de masse des jeunes générations, jamais l'angoisse face au diplôme et donc la demande d'école n'ont été aussi fortes.

### **La question scolaire n'est pas qu'une question de moyens...**

La réforme des rythmes scolaires (adapter, non pas les enfants aux contraintes économiques des adultes et accessoirement des lobbies touristiques, mais les horaires et vacances scolaires aux rythmes physiologiques d'apprentissage), une bonne question. La réponse : une réforme qui accroît le temps à l'école des enfants (et donc leur fatigue) et les inégalités économiques entre communes et entre familles.

La réflexion sur les notes à l'école, une excellente question dans un système français où le chiffrage est précoce, permanent, inéquitable et contre-productif. La réponse : une circulaire qui indique que chaque équipe pédagogique choisira sa forme d'évaluation. Statu quo...

Revenir sur l'interdiction des mamans voilées à accompagner les sorties scolaires, une excellente question. La réponse : chaque directeur d'école décidera d'exclure ou pas des mamans voilées...

La réforme du collège, une vraie nécessité, et la ministre n'a pas hésité à aborder avec courage la question de la pluridisciplinarité avec les EPI (Enseignements Pratiques Interdisciplinaires) et son corollaire, la coopération entre enseignants. Mais elle s'est bornée à proposer une réforme du collège qui, bien que suscitant les résistances du corps enseignant, ne change qu'à la marge l'ordonnancement disciplinaire caduc de notre école.

La question de la construction du lien social et de la fabrique du commun par l'école, un impératif dans une société pluriculturelle. Mais les mesures pour « mettre la laïcité et la transmission des valeurs républicaines au cœur de la mobilisation de l'école » ont donné lieu à une surenchère dans l'affichage d'une laïcité conçue plutôt comme une réponse défensive que comme un projet pour le vivre-ensemble.

Le plan numérique pour l'école, un vrai enjeu dans une société des savoirs où ni l'enseignant ni l'école ne peuvent revendiquer le monopole de l'accès aux savoirs. Mais aucune vraie rupture pédagogique et didactique seule à même d'induire de vraies différences.

La remise en cause de l'assouplissement de la carte scolaire depuis la rentrée scolaire 2007 et de ses effets sur la ségrégation sociale et ethnique dans les

établissements, un premier pas, car l'école républicaine organise une homogénéisation sociale et ethnico-culturelle. Mais pas de vraies propositions fortes comme la création de super établissements ou d'écoles-aimants.

L'accompagnement personnalisé des élèves, une vraie question pédagogique, mais proposé de manière uniforme, sans tenir compte des besoins des élèves !

Une réforme de la formation des maîtres, indispensable, mais des erreurs de diagnostics qui la rendent inefficace, d'autant qu'elle n'est pas articulée au levier principal jamais activé d'une réforme des modalités de recrutement des professeurs.

La création du Conseil national de l'innovation pour la réussite éducative, une initiative portée par George Pau-Langevin, mais qui sera, semble-t-il, absente des journées de mai.

Au final, la refondation a bien ouvert de nombreux chantiers mais y a répondu à minima. Une disruption serait nécessaire. Penser enfin l'école à l'aune des mutations qui l'affectent : le tournant global, le tournant numérique, la fin de la « transmission », l'ère du savoir-relation. Contrairement à ce qui est souvent reproché à la gauche, c'est bien encore le défaut de réflexion pédagogique qui obère la « refondation ». La question scolaire n'est pas seulement une question de moyens...

Béatrice Mabilon-Bonfils  
François Durpaire\*

---

\* Béatrice Mabilon-Bonfils est professeure d'université, directrice du laboratoire EMA de l'Université de Cergy-Pontoise.

François Durpaire est maître de conférences en sciences de l'éducation à l'Université de Cergy-Pontoise.